



AVIS DE DECISION - N°PE/2019/0002

(Art. D.29-22., Livre Ier du Code de l'Environnement : Dispositions communes et générales)

ETABLISSEMENTS CONTENANT DES INSTALLATIONS OU ACTIVITES CLASSEES EN VERTU
DU DECRET DU 11 MARS 1999 RELATIF AU PERMIS D'ENVIRONNEMENT

PROJET DE CATEGORIE C (Projet sans Etude d'Incidences sur l'Environnement)

CHARLEROI PERMIS D'ENVIRONNEMENT

Le Collège communal informe la population qu'en séance du 23 avril 2019 le permis d'environnement a été accordé à la SA IMMUNXPERS pour le maintien en activité et l'extension d'un établissement autorisé, par la régularisation de l'exploitation d'un laboratoire d'analyse occupant plus de 7 personnes (recherche, développement...) et des installations et des dépôts suivants : des installations frigorifiques d'une puissance frigorifique nominale utile de 4 kW (extension), un système de ventilation et de chauffage d'une puissance calorifique nominale utile de 28 kW (autorisé), deux climatiseurs d'une puissance frigorifique nominale utile de 14 kW (autorisé), un dépôt de CO2 en récipients mobiles d'une capacité de 480 litres (modification), un dépôt de produits non dangereux d'une capacité maximale de 60 kg (extension), un dépôt de produits dangereux d'une capacité inférieure à 50 litres (extension), un dépôt d'azote liquide en récipients mobiles d'une capacité de 150 litres (extension), un dépôt d'azote liquide en récipient fixe d'une capacité de 365 l (extension), un dépôt de déchets ménagers d'une capacité de 1.100 litres (extension), un dépôt de déchets dangereux liquides d'une capacité de 240 litres (autorisé), un dépôt de déchets dangereux solides d'une capacité de 1.200 litres (autorisé) et un dépôt de cultures cellulaires et bactériennes d'une capacité de 30 l/mois.

Le permis d'environnement délivré par le Fonctionnaire technique à la SA ITEOS THERAPEUTICS le 10 novembre 2015, pour un terme fixé au 11 décembre 2020, pour l'exploitation d'un centre de recherche et de développement destiné à la validation préclinique de molécules immunomodulatrices comme traitement contre le cancer et manipulant des organismes génétiquement modifiés de classe de risque 1, des organismes pathogènes et des cultures cellulaires de classe de risque 2 et comprenant plusieurs installations et dépôts et cédé partiellement au profit d'ImmunXperts, est abrogé.

Lieu d'exploitation : Rue Clément Ader 16 à 6041 Gosselies.

Le premier jour légal d'affichage du présent avis sera le lundi 29 avril 2019. Ce dernier restera affiché jusqu'au dimanche 19 mai 2019. La décision peut être consultée au Service du Permis d'Environnement - Maison Communale Annexe, Place Jules Destrée à 6060 Gilly, durant cette même période, du lundi au vendredi de 8h30 à 11h30. (Fermeture des bureaux le 1^{er} mai 2019)

Par ailleurs, une permanence est prévue de 17h00 à 20h00 les jeudi 2 mai 2019, jeudi 9 mai 2019, jeudi 16 mai 2019. La personne souhaitant consulter la décision à l'une de ces permanences doit prendre rendez-vous, au plus tard la veille jusque 15h30 (☎ 071 86 39 29).

Un recours est ouvert auprès du Gouvernement wallon, envoyé au Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings, Direction Générale Opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement, Département Permis et Autorisations, avenue Prince de Liège n°15 à 5100 JAMBES, à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt.

Sous peine d'irrecevabilité, l'envoi du recours se fait :

- soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ;
- soit par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé ;
- soit par le dépôt de l'acte contre récépissé,

au Fonctionnaire technique compétent sur recours (Directeur Général de la Direction Générale de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement) dans un délai de vingt jours à dater du premier jour de l'affichage du présent avis ; si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

Le recours est établi au moyen du formulaire dont le modèle figure à l'annexe XI de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. Ce formulaire est disponible auprès du Service du Permis d'environnement de la Ville de Charleroi ou à télécharger sur le site <http://www.wallonie.be/fr/formulaire/detail/20521>. Un formulaire à remplir directement en ligne est également disponible sur le même site. Néanmoins le formulaire doit toujours être imprimé pour être envoyé selon les modalités décrites ci-dessus.

Le requérant doit joindre une copie du récépissé du versement ou de l'avis de débit du droit de dossier fixé à 25,00 euros, à verser au compte IBAN : BE44 0912 1502 1545 BIC : GKCCBEBB du Service Public de Wallonie, Département Permis et Autorisations.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée.

Le droit d'accès au dossier est ouvert à toute personne dans les limites prévues par le Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Le Directeur général f.f.,
Par délégation

Frédéric FRAITURE,
Inspecteur général

Charleroi, le mardi 23 avril 2019



Pour le Bourgmestre,
Par délégation, en vertu de
l'art. L.1132-4 du C.D.L.D.

Eric GOFFART,
2ème Echevin